

## Oser l'affrontement !

Les violences faites aux femmes, harcèlements, viols ont fait la une pendant ces mois d'octobre et novembre, rompant le mur du silence. Un certain nombre d'hommes puissants sortent de l'honorabilité et de l'impunité à cette occasion. Avec ce mouvement, les femmes qui ont décrit ce qu'elles vivaient comme violences au quotidien ont pu avoir une tribune. Si Solidaires se réjouit de voir les digues et les masques tomber, nous pensons néanmoins que beaucoup reste à faire pour rompre avec la domination masculine et ses effets dans les entreprises, les services et la société de manière générale. Des moments de mobilisation existent, journée contre les violences faites aux femmes du 25 novembre, journée internationale de lutte pour les droits des femmes le 8 mars prochain.

**Solidaires inscrit son combat féministe dans l'activité quotidienne des militants et militantes. Nous savons que nous devons compter sur nos propres forces en lien avec les mouvements féministes, les lois existent, les moyens manquent et le drame est sous-estimé. À nous de transformer ces paroles publiques, dans les entreprises ou les services en mouvement de fond pour l'égalité.**

**Un autre événement a occupé l'espace public. Après les Panama papers, les « Paradise papers » montrent une fois de plus comment les grandes entreprises et les personnes les plus riches pratiquent et utilisent l'évasion fiscale et le dumping à leur profit. Sur ce plan, les autorités ont des clés : faire converger les systèmes fiscaux et imposer la responsabilité des multinationales au plan fiscal, social, écologique ou du droit international en renforçant les lois coercitives. C'est ce que nous réclamons avec de très nombreuses autres organisations ici et dans le monde. Si nous ne voulons pas connaître un troisième volet avec des « island papers » ou « palmiers papers », si nous voulons le retour de l'argent détourné et qui manque tant aux politiques et aux services publics, il faudra l'imposer.**

**La lutte devra continuer aussi contre le monde global de Macron. Droit du travail, place des syndicats, services publics, chômage et retraites, l'ambition est une refonte totale du monde du travail et de la protection sociale au service du capital, de la finance et de la partie la plus riche de la population. Le programme gouvernemental se déroule pour le moment avec quelques accroc mais sans remise en cause majeure. Pourtant, les désaccords parmi les salarié-es et le public s'expriment majoritairement à chaque sondage. La division et le passage de pans entiers du syndicalisme du côté des réformes néo-libérales nous affaiblit. Le syndicalisme de lutte s'il veut gagner, doit compenser par sa détermination et dans une autre forme d'unité ces espaces perdus. Notre unité doit être celle de tous ceux et celles qui souffrent des politiques gouvernementales et patronales. C'est un large mouvement de luttes qu'il faut construire, où toutes les revendications doivent trouver leur place. C'est cette dynamique que nous tentons de mettre en place depuis plusieurs mois déjà et qui s'inspire des mobilisations de 2016 contre la première loi travail. Ce sera notre espace d'unité et d'initiative qui nous donnera force et légitimité. Et pour gagner, il faut aussi construire auprès de nos collègues la résistance collective, la grève déterminée qui est efficace pour les revendications les plus immédiates sur les salaires, le temps et les conditions de travail comme pour les combats généraux.**

**Converger n'est pas suffisant, il faut faire feu de tout bois, faire front, passer à l'attaque, élargir socialement notre mouvement, convaincre pied à pied de la nécessité de construire un monde juste et solidaire et donner l'envie de se risquer à la grève et à l'affrontement.**

*Edito « Expressions Solidaires » - 17 novembre 2017*

**144 Bd de la Villette  
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20  
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org  
www.solidaires.org**

